

Une diversion de plus

Au cours de la troisième session plénière ordinaire du Conseil National de la Démocratie (CND), Me Séraphin Ndaot Rembogo est longuement revenu sur l'organisation du Dialogue national. Selon lui, le conseil a préféré rebaptiser la formule Dialogue national au lieu du dialogue national inclusif sans tabou. Il a en outre estimé que douze actions précises soient menées allant de la détermination de la date et du lieu de la tenue de cet événement. Un dialogue entre camarades pédégistes et alliés, auquel participera Séraphin Ndaot, un pédégiste déguisé dont le masque est tombé pendant la campagne pour la présidentielle.

Le Conseil national de la démocratie est une institution décriée par une partie de l'opposition gabonaise présentée comme une "coquille vide". Contrairement aux sessions précédentes, il n'y a pas eu un engouement des acteurs politiques à cette troisième session. Les membres du CND ont débattu des thématiques liés exclusivement à la vie politique nationale avec en point d'ogre : le dialogue inclusif sans tabou prôné par le président de la République, Ali Bongo Ondimba. Ils ont aussi planché sur le mandat des membres du CND, la permanence des commissions, la prise en charge des membres des bureaux de commissions permanentes, l'examen et l'adoption de la thèse du rapport d'évaluation et de l'observation de la dernière élection présidentielle.

Faisant le bilan de l'exercice qui s'achève avant d'exposer les projets-perspectives du CND, Me Séraphin Ndaot Rembogo a fait savoir que

ce dialogue, objet d'une actualité brûlante et d'une occupation pérenne de la classe politique, avait été longuement et âprement débattu au sein de son institution. Selon lui, des propositions avaient été faites à Ali Bongo qui, en date du 18 février 2016, par la voix du ministre des Relations avec les institutions constitutionnelles, avait indiqué que le dialogue qu'il veut ne doit pas être qu'un dialogue politique, il doit être un dialogue civil, un dialogue social, un dialogue culturel, un dialogue intergénérationnel, un dialogue impliquant tous les Gabonais, militants ou non des partis politiques ou des associations. Un dialogue duquel doit naître un pacte républicain définissant le mieux vivre ensemble.

En outre, Me Séraphin Ndaot Rembogo a proposé onze points allant de la définition consensuelle du rôle du président de la République durant les travaux et que soit mis en place d'un comité de suivi des décisions y relatives.



Dans cette optique, le Conseil estime nécessaire de proposer un cadre de travail et des mécanismes de consolidation de l'état de droit et de la paix afin d'apaiser les tensions sociopolitiques, d'asseoir et conforter la démocratie et ses valeurs au Gabon, de créer les conditions séculaires du bien vivre ensemble ; d'assurer des lendemains électoraux

apaisés...

Le gouvernement a été représenté par le premier ministre Issozet Ngondet qui a marqué son attachement à l'organisation de ce dialogue national soutenu par le président du CND. Comme toujours, ces assises ont débouché sur des avis et des recommandations qui seront classés sans suite.

Emmanuel Rakongola